

LES TRANSPORTS

LA SITUATION DES TRANSBORDEURS ENTRE SAINT-JEAN (N.-B.) ET DIGBY (N.-É.)

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. P. Nowlan (Digby-Annapolis-Kings): Monsieur l'Orateur, ayant signalé au ministre un problème persistant dont il s'occupera, je sais, en toute diligence, je voudrais savoir s'il confirmerait l'assurance formulée par son prédécesseur selon laquelle le gouvernement fera sous peu une annonce attendue depuis très longtemps sur la situation chronique des transbordeurs entre Digby et Saint-Jean.

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Cette question occupe une place très importante sur la liste des études prioritaires, monsieur l'Orateur. J'espère faire rapport à mon ami et à ses commettants le plus tôt possible.

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): J'ai une question à poser au ministre des Transports tout neuf. (*Exclamations*) Une réponse par oui ou non me satisferait. (*Exclamations*) Vu la façon, on s'en souvient, dont le ministre a traité les amiraux au cours des dernières années, est-il persuadé de pouvoir traiter aussi impitoyablement le matelot Jack Pickersgill? (*Exclamations*)

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Hellyer: Je suis sûr que la collaboration la plus complète...

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES FINANCES

DEUX DÉCLARATIONS DE MINISTRES SUR LE RAPPORT CARTER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Colin Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Je voudrais poser une question au premier ministre, car il s'agit de deux déclarations de ministres qui semblent se contredire. Dans le journal de ce matin, on rapporte une déclaration dans laquelle le ministre du Commerce aurait condamné carrément l'une des principales recommandations du rapport Carter: celle qui concerne l'épuisement des ressources. Voilà qui contredirait le ministre des Finances, qui a informé la Chambre que le gouvernement n'arrêterait sa

politique relative au rapport de la Commission Carter qu'après étude, publication d'un Livre blanc et soumission de l'affaire aux députés. J'aimerais que le premier ministre nous dise lequel de ses ministres a exposé la politique du gouvernement.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je serai très heureux de dissiper cette contradiction pour mon honorable ami après avoir discuté la question avec les deux ministres intéressés.

M. G. H. Aiken (Parry-Sound-Muskoka): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné les diverses déclarations au sujet des encouragements fiscaux en faveur de l'industrie minière, le premier ministre est-il en mesure de dire si le gouvernement a pris une décision à cet égard?

Le très hon. M. Pearson: La politique du gouvernement à ce sujet et à propos d'autres questions connexes sera divulguée...

Une voix: En temps utile.

Le très hon. M. Pearson: Oui, en temps utile. Merci.

M. Robert Simpson (Churchill): Je veux poser une question complémentaire au ministre du Commerce. La déclaration que le ministre aurait faite à Fort McMurray en fin de semaine et suivant laquelle les stimulants fiscaux pour la mise en valeur et l'exploration minière devraient continuer, représente-t-elle la politique gouvernementale?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je disais simplement...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Un député ne peut demander à un ministre de commenter une déclaration faite hors de la Chambre.

LA DÉFENSE NATIONALE

LE RETARD DE LA PROMULGATION DE LA LOI PRÉVOYANT L'UNIFICATION DES FORCES ARMÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord): J'avais une question à poser au ministre de la Défense nationale, mais comme il est outremer et assiste à la réunion de l'OTAN, je m'adresserai au premier ministre. Si on annonce que la promulgation des modifications de la loi sur la défense nationale prévoyant l'unification des forces armées sera retardée, est-ce parce que le gouvernement a constaté